

Charles de Gaulle et les Juifs

Mes motivations :

- L'admiration que j'ai pour Charles de Gaulle qui a été la figure politique la plus emblématique de la France au XXe siècle
- et le fait que je trouve choquant, qu'actuellement de nombreux Juifs sont persuadés qu'il était antisémite : ce qui est complètement faux.
- En effet, lorsqu'on lit et étudie tout ce qui a été écrit sur de Gaulle en particulier la monumentale biographie rédigée par Jean Lacouture, on relève que de nombreux Juifs ont eu un rôle important à ses cotés.

De Gaulle est né le 22 novembre 1890 à Lille, son enfance et son adolescence vont être marquées par **l'affaire Dreyfus** (1894-1906). Son père Henri de Gaulle (1848-1932) est professeur de lettres puis préfet des études au collège jésuite de l'Immaculée Conception à Paris, et à l'institution Sainte-Geneviève à Versailles. C'est un homme de droite nationaliste et monarchiste abonné à l'*Action Française* de Charles Maurras. Or il ne prendra pas parti contre Dreyfus, persuadé de son innocence, c'est cette vérité qu'il inculquera à ses fils : Charles, Xavier, Pierre et Bernard. Charles dira plus tard : « Mon père se battait pour Dreyfus avec la même passion qu'il se battait pour l'Eglise et l'enseignement religieux. Peu de catholiques pratiquants menaient ces deux combats à la fois. Ils étaient surtout antidreyfusards. »

En 1925, grâce à l'entre mise du colonel Nachin, de Gaulle va rencontrer un ardent défenseur de Dreyfus le colonel Emile Mayer qui va le conforter dans ses convictions dreyfusardes. En 1938 dans son livre *La France et son armée* il décrit le « *lamentable procès* » fait au capitaine Dreyfus – « *Vraisemblance de l'erreur judiciaire, qu'étaient les faux, inconséquences, abus, commis par l'accusation.* »

Maurice Schumann raconte qu'un jour de 1942 il allait voir de Gaulle et quand il arrive, un militaire sort du bureau du général. Lorsque Schumann entre, de Gaulle lui dit : « *Vous voyez, celui qui vient de sortir, c'est un con qui est encore persuadé que Dreyfus était coupable.* »

Le 19 décembre 1962, lors d'une conversation avec Alain Peyrefitte à propos des tribunaux militaires, il dira : « *Les juges peuvent se tromper. Ils peuvent être aveuglés par des idées préconçues, par des préjugés de caste. Un tribunal militaire a bien condamné Dreyfus et Weygand continuait mordicus à le croire coupable. Quand les militaires se persuadent de la culpabilité de Dreyfus des décennies après sa réhabilitation, c'est la meilleure preuve que ce sont des crétins. Des crétins, il y en a partout, même dans les tribunaux. C'est pourquoi il est nécessaire qu'il y ait des avocats qui puissent assurer une bonne défense (il appuie), une vraie défense.* »

Le 28 Décembre 1921, c'est un professeur juif , ami de la famille : **Edmond Lévy-Solal** titulaire de la chaire de gynécologie à l'hôpital Baudelocque qui met au monde le premier enfant d'Yvonne et Charles de Gaulle : Philippe.

Ce dernier choqué par le fait que l'on qualifie son père d'antisémite écrit dans son livre *de Gaulle mon père* : « *Il avait pour les Juifs une grande admiration. Il considérait qu'ils formaient la communauté la plus intelligente de la terre. Combien de fois l'ai-je entendu s'exclamer devant le talent de tel musicien, philosophe, scientifique, industriel ou artiste : Ce n'est pas étonnant, il est israélite !* »

Par contre, Philippe de Gaulle précise que son père était beaucoup plus réservé quant à l'action des Juifs dans le domaine politique.

C'est après la première guerre mondiale et son séjour au Levant que Charles de Gaulle va rencontrer celui qu'il va considérer comme son maître à penser : **le colonel Emile Mayer**.

Ce dernier est né en 1851 à Nancy dans une famille juive pratiquante, passionné de littérature, d'histoire et de musique, il va être contraint par sa famille d'entrer à l'école Polytechnique . Capitaine à vingt-huit ans, il se révèle très tôt comme un « écrivain militaire » talentueux , collaborant à plusieurs revues.

En 1890, il défend la thèse selon laquelle la guerre moderne deviendra défensive et dépendra des progrès décisifs de l'armement. Cette position moderniste déplait et va lui valoir l'hostilité de l'état-major dans lequel règne un antisémitisme ambiant, ce qui aura pour conséquence la stagnation de sa carrière.

Au moment de l'affaire Dreyfus, Mayer signe sous un pseudonyme dans une revue suisse trois articles défendant l'innocence du capitaine. Dénoncé par la presse nationaliste, il fait l'objet d'une interpellation parlementaire en mai 1899 et se trouve placé en position de non-activité.

Rendu à la vie civile, il lance la revue *L'Armée et la Nation* et rejoint une équipe d'officiers républicains qui va aider et conseiller Jean Jaurès pour la rédaction de son ouvrage *L'Armée Nouvelle*.

En 1906, après la réhabilitation de Dreyfus, Mayer est réintégré dans l'armée par le ministre de la Défense le général Picquart celui qui avait révélé l'innocence de Dreyfus. En 1916, à la suite de la saisie par la censure militaire d'une lettre adressée à son ami le capitaine Nachin dans laquelle il qualifie le conflit de véritable « guerre civile européenne », Mayer est chassé une nouvelle fois de l'armée.

Après la victoire, Emile Mayer reprend ses activités de critique militaire dans plusieurs revues.

Il reçoit ses amis dans un premier temps à son domicile rue Ranelagh, puis après le décès de son épouse chez sa fille Cécile et son gendre Paul Grunebaum-Ballin au 21 boulevard Beauséjour où il a élu domicile.

Charles de Gaulle a été présenté au colonel Mayer en 1925.

Il va être un participant assidu des réunions hebdomadaires le dimanche matin au boulevard Beauséjour où il rencontre de nombreux intellectuels : Jean Auburtin, Roger Martin du Gard, Daniel Rops, Robert Aron etc. Grâce à Cécile et Paul Grunebaum-Ballin de Gaulle est présenté à de nombreux hommes politiques notamment Léon Blum à qui il peut faire part de ses conceptions de la défense de la France.

Dans ce cercle parisien, de Gaulle va nouer des liens très étroits avec Emile Mayer, il se considère très vite comme l'élève et le disciple du colonel à qui il soumet pour approbation avant publication l'ensemble de ses écrits : articles ou livres comme *La Discorde chez l'ennemi*, *Vers l'armée de métier*, *le Fil de l'épée*, *la France et son armée* avec des dédicaces significatives :

« *Au colonel Mayer, hommage respectueux et reconnaissant, d'un disciple, Charles de Gaulle.* » ou : « *Au colonel Emile Mayer, hommage d'un très respectueux et très reconnaissant dévouement, son élève, Charles de Gaulle.* »

Emile Mayer décède en septembre 1938, de Gaulle est très affecté, il recueille entre ses mains une grande partie de l'héritage intellectuel et militaire du colonel.

En 1969 après l'échec du référendum du mois d'avril, quand il parlait avec ses proches des débuts de sa carrière c'est avec une grande émotion qu'il évoquait la mémoire du colonel Mayer.

Le 3 septembre 1939, l'Angleterre et la France déclarent la guerre à l'Allemagne qui a envahi la Pologne le premier septembre, c'est le début de la deuxième guerre mondiale.

Hélas les Alliés vont rester l'arme au pied dans le contexte qu'on a qualifié de « *drôle de guerre* ».

Le 10 mai 1940, la campagne de France débute par l'offensive allemande qui écrase les troupes franco-britanniques avec l'aviation et les panzers divisions.

Si les théories militaires d'Emile Mayer sur l'aviation et celles de Charles de Gaulle sur les armes blindées avaient été prises en compte par les politiques et l'état-major, la défaite aurait pu être évitée.

De Gaulle qui a été nommé au dernier moment Secrétaire d'Etat à la Défense dans le gouvernement de Paul Reynaud, n'accepte pas la défaite surtout après la demande d'armistice décidée par le maréchal Pétain, successeur de Paul Reynaud à la tête du gouvernement.

De Gaulle rejoint Londres, et le 18 juin lance son fameux appel auquel de nombreux juifs vont répondre. Le premier est un éminent juriste, le professeur **René Cassin**.

Il se présente en disant au Général : « *Je suis juif* ».

De Gaulle lui répond : « *Je le sais. Vous tombez à pic !* »

Il charge Cassin de rédiger le protocole d'accord établissant les rapports entre le gouvernement de Churchill et la France Libre. Cassin va devenir le chancelier de la France Libre et tout au long de la guerre un des plus proches collaborateurs de de Gaulle.

Cassin pose une question à de Gaulle sur le statut des Français libres :

« *J'ai besoin d'une précision importante qu'il me faut vous demander. Il est bien entendu que nous ne sommes pas uniquement des soldats formant une légion française dans l'armée britannique ? Ce serait réduire la portée de la reconnaissance dont vous êtes l'objet comme chef des Français libres. Ceux-ci comprennent tous les Français libres, militaires ou civils, qu'ils habitent un territoire relevant de la France ou de l'étranger. Nous sommes dans notre projet d'accord non une légion, mais donc des alliés reconstituant l'armée française et visant à maintenir l'unité française ?* »

La réponse de de Gaulle tombe comme un couperet :

« **Nous sommes la France !** »

Plus tard René Cassin écrira dans son livre *Les hommes partis de rien* :

« Si Hitler ou un de ses séides français regardait par le trou de la serrure et entendait ce professeur qui doctrinait : « Nous sommes l'armée française » et ce grand général à titre provisoire qui renchérisait : « Nous sommes la France », il s'écrierait certainement : « Voilà deux fous dignes du cabanon. »

Le 23 juin 1940, **Raymond Aron** rejoint Londres, au départ il émet des réserves sur de Gaulle craignant de voir en lui un deuxième Bonaparte.

Deux juifs vont être les porte-parole de la France libre : **André Gillois** (de son vrai nom Maurice Diamant-Berger) et **Maurice Schumann** issue d'une vieille famille juive parisienne. Ce dernier se convertira en 1942 au catholicisme, ce qui entraînera cette réflexion de de Gaulle : « *Eh bien, cela fera un chrétien de plus mais non pas un juif de moins.* »

Parmi les autres juifs qui entourent de Gaulle à Londres on peut citer : André Weil-Curiel, **Jean-Louis Crémieux-Brilhac** qui sera le chantre et l'historien de la France libre, Georges Boris, Joseph Kessel, et tant d'autres qui rejoindront la France Libre comme **Pierre Mendès France** et **François Jacob** futur prix Nobel de médecine. A cause de cet entourage juif, de Gaulle se verra qualifier par la presse collaborationniste de Vichy : « *Général Micro. Fourrier des Juifs.* »

Certains ont reproché à de Gaulle de ne pas avoir dénoncé à la radio de Londres le statut des juifs promulgué par le gouvernement de Vichy. Or il ne le pouvait pas : étant soumis à la censure britannique qui avait interdit jusqu'en 1942 d'attaquer le gouvernement du maréchal Pétain et ensuite de s'apitoyer sur le sort des Juifs, ne voulant pas donner prise à la propagande nazie de Goebbels qui proclamait que la guerre avait été faite par la juiverie internationale.

Néanmoins de Gaulle apportera son soutien aux juifs.

- D'abord le 22 août 1940 dans une lettre adressée à l'écrivain Albert Cohen délégué du Congrès juif mondial auprès du Bureau international du travail :
 - « *Le jour de la victoire la France libérée ne peut manquer d'avoir à cœur de veiller à ce que soit fait justice des torts portés aux collectivités victimes de la domination hitlérienne et entre autres, aux communautés juives qui, dans les pays momentanément soumis à l'Allemagne, sont malheureusement en butte à l'intolérance et aux persécutions.* »

- Le 5 novembre 1940, de Libreville de Gaulle adresse un message à l'American Jewish Congress réuni au Carnegie-Hall, pour protester contre le statut des Juifs promulgué par Vichy. Son texte est lu de vive voix par Albert Simart, vice-président de *France Forever* :
 - « *Soyez assuré que, comme nous avons rejeté tout ce qui a été fait au nom de la France après le 23 juin, le décret cruel dirigé contre les Juifs français ne peut avoir et n'aura aucune validité. Les mesures n'en sont pas moins un coup porté à l'honneur de la France, ainsi qu'une injustice envers ses citoyens juifs.* »

- En octobre 1941, de Gaulle envoie une nouvelle lettre au rabbin Stephen Wise, à l'occasion du 150^e anniversaire de l'émancipation des juifs de France où il confirme son rejet absolu des mesures antijuives de Vichy et où il dit qu'il considère ces mesures comme nulles et non avenues.
 - Stephen Wise le remercie chaleureusement en l'assurant de son soutien total et du soutien de la communauté juive américaine à la France libre, et de son immense respect et celui de tous les Juifs pour la personne même de de Gaulle.

Mi-avril 1942, de Gaulle revenant d'Afrique tombe gravement malade à Londres, on craint une issue fatale sans qu'aucun médecin ne parvienne à établir de diagnostic.

Le lieutenant-colonel Billotte membre de l'état-major gaulliste apprend qu'à Lisbonne un médecin réputé désire rejoindre la France libre. Il s'agit du docteur **André Lichtwitz** qui a été le médecin personnel de Paul Reynaud.

André Lichtwitz est né le 31 octobre 1899 à Bordeaux dans une famille juive d'origine polonaise, il a effectué ses études de médecine à Paris. Il a combattu à

la fin de la première guerre mondiale et pendant la campagne de France de 1940 où il a eu une conduite héroïque.

Fin 1941, il s'est évadé de France par l'Espagne où il est emprisonné trois mois, avant de regagner le Portugal.

Le lieutenant-colonel Billotte obtient des Britanniques de le faire venir d'urgence par avion à Londres.

Arrivé au chevet de de Gaulle, André Lichtwitz diagnostique une crise aiguë de paludisme et quelques jours plus tard, le chef des Français libres est rétabli.

Recommandé par de Gaulle auprès du général Catroux, André Lichtwitz s'engage dans les Forces Françaises libres comme médecin-chef du 2^e bataillon de la 13^e demi-brigade de Légion étrangère, il combattra à El Alamein, en Tunisie, participera au débarquement en Provence.

Après la guerre, il est nommé Compagnon de la Libération et devient le médecin personnel et l'ami très proche du général de Gaulle.

Le 11 avril 1961, lors du putsch des généraux à Alger, le général de Gaulle pense qu'il pourra être victime d'un attentat de la part de l'O.A.S, il remet à André Lichtwitz une enveloppe cachetée en lui disant : « à ouvrir si je viens à disparaître . »

Dans cette enveloppe, de Gaulle fait du docteur Lichtwitz son exécuteur testamentaire et lui donne les dispositions à prendre pour ses obsèques.

Hélas, André Lichtwitz décédera un an après, le 19 juillet 1962.

De Gaulle, fera parvenir à Mme Lichtwitz une lettre de condoléances dans laquelle il exprime ses sentiments profonds pour son ami disparu :

« Chère madame,

*Quel grand chagrin est le vôtre ! Quelle part j'y prends, ainsi que ma femme !
Quelle perte est, à tous égards, la disparition du docteur André Lichtwitz !
Il fut tout ce qu'il fallait être et tout ce qu'il a voulu : un grand médecin, un grand savant, mais aussi un homme de grand cœur, de grand courage. Il fut mon compagnon et mon ami. Son souvenir est dans mon esprit et dans mon âme*

pour autant que moi-même je vivrai. Combien il m'a aidé moralement et physiquement.

Je vous demande d'agréer, chère madame, mes hommages les plus respectueux et les pensées les plus profondément attristées de ma femme et de moi-même. »

Le 8 novembre 1942, dans le cadre de l'**opération Torch** les troupes anglo-américaines débarquent en Afrique du Nord et occupent l'Algérie et le Maroc.

De Gaulle ne sera autorisé par les Alliés à rejoindre l'Algérie que le 30 Mai 1943. Malgré l'opposition du Général Giraud et d'une grande partie de la population musulmane, il prendra la décision le 20 octobre 1943 de rétablir le décret Crémieux de 1870 qui donnait la nationalité française aux juifs d'Algérie. Ce décret avait été annulé par le gouvernement de Vichy.

De septembre 1942 à janvier 1946,

de Gaulle aura comme directeur de cabinet **Gaston Palewski** issu d'une famille juive polonaise par son père et française par sa mère : Rose Diamantberger fondatrice des premiers centres d'hygiène infantile de la région parisienne.

Gaston Palewski occupera ce poste pendant quatre années à Londres, Alger et Paris, il travaille avec le Général, analyse les rapports qui arrivent de France et développe une activité diplomatique.

A Londres, il assure la liaison entre Churchill et de Gaulle, et intervient régulièrement, avec souplesse et habileté pour maintenir la qualité des relations entre les deux hommes.

Début janvier 1946,

Palewski est nommé Compagnon de la Libération et le 20 janvier, il suit de Gaulle dans sa retraite et le tiendra régulièrement informé de ce qui se passe à Paris.

En avril 1947,

il contribue à la création du RPF et sera élu député du département de la Seine en 1951.

En 1957

il est nommé ambassadeur de France à Rome.

Le 14 avril 1962

il entre dans le gouvernement de Georges Pompidou en qualité de ministre d'Etat chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales.

Au Journal Officiel du 24 février 1965

paraissent deux décisions du général de Gaulle : l'une désignant Gaston Palewski pour siéger au Conseil constitutionnel, l'autre le nommant président de ce Conseil.

C'est donc lui gaulliste impénitent qui enregistrera avec tristesse, les résultats du **référendum du 27 avril 1969** et prendra acte de la démission du Général de Gaulle.

Nous allons aborder l'année 1967, avec la fameuse conférence de presse du 27 Novembre

Au printemps 1967, la tension monte au Moyen-Orient du fait de la décision de Nasser de fermer le détroit d'Akaba et de provoquer le retrait des Casques bleus de l'O.N.U présents dans le Sinaï depuis la guerre de 1956.

Nasser déclare : « *Si nous avons réussi à revenir au statut quo d'avant 1956, Dieu nous aidera à revenir à celui d'avant 1948. Nous sommes prêts à présent à résoudre l'ensemble du problème palestinien.* »

En demandant la destruction d'Israël, Nasser savait qu'il avait l'assentiment de l'ensemble des pays arabes du Moyen-Orient, dont il voulait devenir le leader incontesté.

Sur les ondes, à Damas, Amman, Bagdad ce sont de véritables appels à la haine, demandant la destruction de l'Etat juif.

Au Caire, cette campagne violente est orchestrée par la section israélienne du ministère égyptien de l'Orientation où sévissent sous des noms arabes d'anciens nazis : Hans Appler qui fut sous le IIIe Reich un collaborateur de Goebbels, Ludwig Heiden auteur de la traduction arabe de *Mein Kampf*, Wilhem Bockler qui participa en tant qu'officier SS à la liquidation du ghetto de Varsovie.

D'autres nazis entourent Nasser : le médecin de la police égyptienne est Herbert Hein SS ancien médecin du camp de concentration de Mathausen, le Conseiller militaire de Nasser est Wilhem Farmbacher lieutenant Général SS, l'instructeur des mouvements paramilitaires de jeunesse au Caire est Aloïs Moser

gruppenführer SS recherché en U.R.S.S pour crimes contre les juifs et tant d'autres, sans oublier en Syrie Aloïs Bruner, responsable de la déportation des juifs de France à Auschwitz, qui exerce un poste important dans les services de sécurité.

Comme en 1956, ces hommes imprégnés d'un antisémitisme virulent veulent continuer au Moyen-Orient la "**solution finale**" du problème juif.

C'est dans ce climat délétère et angoissant, que le ministre des affaires étrangères israélien Abba Eban entame une tournée pour consulter les pays occidentaux.

Le 24 Mai 1967 , il est reçu à Paris par le général de Gaulle à qui il fait part de la situation en Israël.

De Gaulle lui répond : *« Surtout n'attaquez pas, vous en supporteriez les conséquences, ne faites pas la guerre, c'est un conseil d'un ami et d'un homme qui connaît les choses. »*

Pour de Gaulle la paix ne peut être sauvée que par la convocation d'une conférence internationale réunissant les quatre grandes puissances : Etats-Unis, Grande-Bretagne, U.R.S.S. et France.

Le principe de cette réunion au sommet recevra quelques temps plus tard l'accord des deux premières mais sera refusé par la troisième : l'U.R.S.S., alliée des pays arabes.

La position française est claire : celui qui le premier ouvrira les hostilités sera considéré comme l'agresseur.

A mon avis,

De Gaulle, par méconnaissance du tourment psychologique des Israéliens, a commis une erreur.

En effet, une grande partie de la population israélienne est concernée directement ou indirectement par la Shoah.

Et de se voir entourée par des pays qui demandent sa destruction, ne peut que raviver d'affreux souvenirs et une répétition de ce qu'elle a vécu pendant la deuxième guerre mondiale.

Pourtant, de Gaulle ne pouvait pas être jugé comme un adversaire d'Israël..

Le 14 juin 1960, il avait accueilli avec beaucoup de chaleur David Ben Gourion ; lors du dîner officiel, il avait dit :

« Envers Israël, nous ressentons de l'admiration, de l'affection et de la confiance.

Vous, monsieur Ben Gourion, symbolisez en votre personne, la merveilleuse résurrection, la renaissance, la fierté et prospérité d'Israël.

A nos yeux, vous êtes le plus grand homme d'Etat de ce siècle. »

Tout au long de leurs vies, Charles de Gaulle et David Ben Gourion entretiendront des rapports étroits par de nombreuses correspondances dans lesquelles ils mentionneront l'estime réciproque qu'ils se portent.

Ben Gourion préfacera la traduction en hébreu des *Mémoires de guerre* de de Gaulle.

Le 5 juin 1967, la guerre des six jours est déclenchée quand l'aviation israélienne anéantit la flotte aérienne égyptienne.

Le 7 juin, c'est dans le Sinaï une des plus grandes batailles de blindés de l'histoire militaire gagnée par Tsahal,

Le 8 Juin, l'armée israélienne conquiert Jérusalem (Serge Klarsfeld était présent en tant que journaliste).

Le 10 juin, Tsahal occupe le plateau du Golan. Ensuite sera appliqué le cessez-le-feu voté le 9 juin par le conseil de sécurité de l'O.N.U.

De Gaulle sera vexé de ne pas avoir été écouté par les Israéliens qui ont attaqué les premiers et demandera qu'ils se retirent des territoires occupés.

A ses proches notamment à Albin Chalandon et Jacques Foccart, il explique les raisons de son courroux : *« Ce sont des gens admirables et je suis leur ami.*

Les Israéliens ont exagéré car ils se sont lancés dans une guerre coloniale qui ne réglera rien. »

A part pour Jérusalem-Est, symbole du judaïsme et le plateau du Golan lieu stratégique, Ben Gourion conseille lui aussi au gouvernement israélien de se retirer des territoires occupés car il voit là une source de conflits perpétuels.

J'en viens à la fameuse conférence de presse du 27 novembre 1967

De nombreuses questions sont posées à de Gaulle dont une sur la crise au Moyen Orient, il va répondre :

« Certains même redoutaient que les Juifs, jusqu'alors dispersés, mais qui étaient restés ce qu'ils avaient été de tout temps, c'est-à-dire un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur, n'en viennent, une fois rassemblés dans le site de leur ancienne grandeur, à changer en ambition ardente et conquérante les souhaits très émouvants qu'ils formaient depuis dix-neuf siècles.

Un capital considérable d'intérêt et même de sympathie s'était accumulé en leur faveur, surtout, il faut bien le dire dans la Chrétienté ; un capital qui était issu de l'immense pouvoir du Testament, nourri par toutes les sources d'une magnifique liturgie, entretenu par la commisération qu'inspirait leur antique malheur et que poétisait, chez nous la légende du Juif errant, accru par les abominables persécutions qu'ils avaient subies pendant la Deuxième Guerre mondiale et grossi, depuis qu'ils avaient retrouvé une patrie, par leurs travaux constructifs et le courage de leurs soldats. »

Comment ne pas voir dans ces propos l'admiration de de Gaulle pour le peuple Juif et son histoire.

Mais dans nos sociétés hypermédiatisées, on recherche les mots qui peuvent provoquer des polémiques et faire les unes de la presse.

Les deux qualificatifs : « **Peuple sûr de lui et dominateur** » vont créer un grand émoi en Israël et au sein de la communauté juive de France .

De nombreux intellectuels juifs vont prendre la plume pour manifester leur opposition aux propos du Général, en particulier Raymond Aron, peu suspect d'antigaullisme, dans un petit livre "De Gaulle, Israël et les Juifs" où il écrit que les expressions du Général initiaient là une nouvelle phase dans l'antisémitisme.

Dans les années 1960, René Cassin va s'opposer à deux reprises à de Gaulle d'abord en 1962 quand il désapprouvera l'amendement constitutionnel portant sur l'élection présidentielle au suffrage universel, mais surtout en 1967 à propos de la politique envers Israël.

Sur l'embargo des armes, il n'hésitera pas à dire : « *Pour une fois la France s'identifie à l'injustice.* »

En février 1968, au cours d'un déjeuner à l'Élysée des membres du Conseil constitutionnel il n'hésite pas à dire sa désapprobation, à de Gaulle qui lui demande : « Alors, ça va ? » il répond :

« Non, monsieur le président les propos que vous avez tenus au sujet du conflit israélo-arabe ne sont pas acceptables de la part du chef de l'Etat. Je vous le dis respectueusement, mais fermement. »

De Gaulle lui répondra d'une façon évasive et passera à un autre sujet.

Le Canard enchaîné aura connaissance de cet incident et en rendra compte dans un article titré : « *Un coup de tracassin !* »

Le 9 octobre 1968, la carrière et les travaux de René Cassin sont couronnés par l'attribution du Prix Nobel de la Paix.

Dès le lendemain Charles de Gaulle qui n'est pas rancunier, lui fait parvenir un message dans lequel ressort toute l'estime qu'il a pour son ancien Compagnon :

« Mon cher Président,

Le très juste et très grand honneur qui vous est fait s'adresse aussi à la France. C'est pourquoi, en vous félicitant, je ne saurais manquer de vous remercier. Soyez assuré, en effet que ce Prix Nobel de la Paix réjouit, non point seulement tous ceux qui croient aux droits de l'homme, mais aussi vos compagnons dans une guerre dont l'enjeu était le sort de l'humanité, inséparable du destin de la France.

Veillez croire, mon cher président, à mes sentiments de fidèle amitié »

Dans un petit livre rédigé pour glorifier de Gaulle

‘‘Ode à l’homme qui fut la France’’

Romain Gary (Roman Kacew), écrit :

« *Votre discours de novembre 1967 au sujet des Juifs – ce « peuple d’élite, sûr de soi et dominateur »- a provoqué l’indignation.*

Et pourtant, lorsque, parlant à la radio française en décembre, j’ai moi-même eu l’occasion de souhaiter une bonne et heureuse année à tous les Français – ce « peuple d’élite, sûr de soi et dominateur » - nul n’a songé à protester. Les Français étaient contents.

Votre seule faiblesse à cet égard, mon Général, est que, tout en n’étant pas le moins du monde antisémite, vous vouliez que les Juifs vous en soient reconnaissants et suivent vos conseils à propos du Moyen-Orient.

Je suis sûr que vous vous êtes senti frustré quand ils ont interrogé les Ecritures et qu’ils en ont déduit que vous n’étiez absolument pas Moïse.

Après le raid israélien contre le Liban, où treize avions ont été détruits, dont plusieurs appartenaient à la France, vous vous êtes exclamé (permettez-moi cette indiscretion) : « Ils m’ont désobligés » - une expression du XVIIIe.

C’est comme si vous vous étiez senti personnellement offensé par l’action des Israéliens. »

Le célèbre dessinateur de *L’Express* : **Tim**, juif hongrois de son vrai nom **Louis Mittelberg** fait paraître dans le *Monde*, *L’Express* l’ayant trouvé trop polémique un dessin où l’on voit un déporté juif crucifié sur les barbelés d’Auschwitz prononçant la formule « peuple sûr de lui et dominateur ».

De Gaulle est abasourdi et stupéfait de ces réactions et va réagir dans le bon sens :

*Le 1^{er} janvier 1968, à la fin de la réception qu’il donne à l’Elysée, il prie le grand rabbin **Kaplan** de rester après le départ des invités.*

Dans un petit salon du palais s'engage le dialogue suivant sanctionné par ces deux répliques :

Charles de Gaulle :

« C'était un éloge justifié du peuple juif.

Moi, antisémite ! Vous connaissez mes relations avec les Juifs ! »

Jacob Kaplan :

« Vos propos ont cependant apporté des arguments aux antisémites....Oui ou non, une incompatibilité existe-t-elle, à vos yeux, entre les devoirs des Juifs en tant que citoyens français, et leur sympathie affirmée pour Israël ? »

Charles de Gaulle :

« Non. La sympathie des Juifs de France pour le peuple et la terre d'Israël est naturelle »

Au lendemain de cet entretien, le grand rabbin devait publier la déclaration suivante :

« Le président de la République s'est montré surpris de l'émotion provoquée par sa déclaration sur le peuple juif. Selon lui, elle a été mal interprétée.

Dans son esprit, c'était un éloge justifié de la valeur des Juifs.

De mon côté, j'ai eu à cœur de préciser que notre prise de position en faveur d'Israël ne devait pas être interprétée comme un acte de double allégeance.

Les Juifs français en s'intéressant à Israël, n'en sont pas moins absolument français.

Je suis heureux de dire que le président de la République en a convenu et qu'il n'y a pas pour lui, de problème sur cette question. »

Quelques semaines plus tard, **Léo Hamon** (Léon Goldberg), de confession juive, vieux résistant et protagoniste de la Libération de Paris, ancien sénateur MRP, professeur d'université et gaulliste qui a écrit au général une lettre lui exprimant le chagrin que lui a fait éprouver, en tant que juif, la formule du 27 Novembre est convié à l'Élysée.

Le débat s'engage :

« Mon Général, je voudrais trouver les accents pour vous convaincre que le problème de la double allégeance ne se pose pas pour les Juifs de France. »

*Et moi, Hamon, je voudrais trouver les accents pour vous persuader que la formule que j'ai employée ne tendait pas à être désagréable pour qui que ce soit. J'ai dit : c'est un peuple dominateur. Qu'y a-t-il de mal ? Qu'y a-t-il d'injurieux ? C'est dans ma pensée, **un compliment**. [...]*

Ils dominent par leurs qualités mêmes, dans la mesure où ils sont plus forts, plus brillants. Je suis moi même d'origine chrétienne.

*C'est **la Bible** elle-même, nos livres qui nous ont appris que le peuple juif était un peuple d'élite.*

C'est ainsi que nous avons été accoutumés à le voir.

Qu'y a-t-il de mal à cela ? [...]

Qu'est-ce que j'ai dit de mal sur Israël ?

J'ai parlé de leurs travaux, de leurs guerriers.

Ah, si j'avais parlé d'un peuple soumis, moutonnier, médiocre, que m'aurait-on pas reproché ? »

Interviewé quelques années plus tard par Jean Lacouture, Léo Hamon dira : « Compte tenu des éclaircissements qu'il nous a donnés, le comportement du général en 1967, peut être considéré comme irréprochable. »

Au cours d'une promenade dans le parc de la Boisserie, de Gaulle va confier au colonel Jean d'Escrienne son aide de camp :

*« Je n'ai outragé personne [...] J'ai dit du peuple juif non pas qu'il était un peuple "dominateur" mais qu'il était un **peuple d'élite, sûr de lui même et dominateur**. Il y a tout de même une sérieuse nuance !*

Dans un sens c'est même un compliment que j'ai fait aux Juifs.

J'aurais mieux compris leur réaction indignée si j'avais dit par exemple qu'ils étaient outrecuidants, ce qu'ils sont cependant, en effet, bien souvent. »

A son fils Philippe, il ajoutera : *« Depuis les débuts de l'humanité, les Juifs qui se marient entre eux et se considèrent comme le "peuple élu" de la Bible sont peut-être les plus intelligents de la terre.*

Ils ont gardé leur supériorité dans les domaines des sciences, de la médecine, de la musique, des arts et des lettres, de l'économie, de la finance, etc. Malgré leur habilité naturelle, et sans doute à cause de leurs partis pris, je ne suis pas convaincu de leurs qualités politiques fondamentales.

Peuple d'élite sûr de soi et dominateur ! Je voudrais bien pouvoir en dire autant pour les Français. »

Le 9 septembre 1967, au cours d'un voyage officiel en Pologne, de Gaulle se rend au camp d'Auschwitz, face au monument qui commémore les quelques 80 000 hommes, femmes et enfants juifs de France exterminés par les nazis.

Il a donné des ordres pour que la presse ne soit pas conviée.

Ceux qui l'accompagnent remarquent combien l'émotion l'étreint lorsqu'il dépose une gerbe au pied du mémorial. Sur le livre d'or du camp, dans un silence que nul n'ose rompre, il écrit :

« Quelle tristesse, quel dégoût, et malgré tout, quelle espérance humaine ! »

Celui qui croit en Dieu signifie par là que les hommes épris de liberté et de fraternité ont eu raison de la barbarie et de l'immonde.

Conclusion

Pour clore cet exposé et cette mauvaise polémique, je laisse la parole à David Ben Gourion :

« De Gaulle est le plus grand homme d'Etat que j'ai connu [...] les juifs ont dit beaucoup de choses injustes sur son compte. Je ne partage pas leur avis.

On doit juger un homme d'Etat d'après ce qu'il a fait dans l'intérêt de son pays et non pas dans l'intérêt des autres. »

A l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Tel-Aviv, sir Bernard Ledwidge,
le père de l'Etat hébreu ajouta :

«Ce n'était pas notre ennemi.

*Il faut juger de Gaulle en tant que Français faisant passer l'intérêt de son
pays en priorité et non pas d'un point de vue trop strictement
israélien. »*

A la mort du Général de Gaulle le 9 novembre 1970 , parmi l'immense
courrier reçu à la Boiserie, figurera une lettre d'hommage du Congrès juif
mondial .

J'espère mes amis vous avoir convaincu que le général de Gaulle n'était pas un
antisémite mais un grand philosémite.

Michel Soulas : Jeudi 29 Novembre 2012 (Association France -Israel)
Samedi 26 Janvier 2013 à l'AMJHL